

**CONCOURS EXTERNE
DE CONTRÔLEUR DES FINANCES PUBLIQUES**

ANNÉE 2013

ÉPREUVE ÉCRITE D'ADMISSIBILITÉ N° 1

Durée : 3 heures - Coefficient : 4

**Réponse à des questions et/ou cas pratique
à partir d'un dossier composé de documents à caractère économique et financier**

Toute note inférieure à 5/20 est éliminatoire.

Recommandations importantes

Le candidat trouvera au verso la manière de servir la copie dédiée.

Sous peine d'annulation de sa copie, le candidat ne doit porter aucun signe distinctif (nom, prénom, signature, numéro de candidature, etc.) en dehors du volet rabattable d'en-tête.

Il devra obligatoirement se conformer aux directives données.



Tournez la page S.V.P.

Le candidat devra compléter l'intérieur du volet rabattable des informations demandées et se conformer aux instructions données



Après avoir servi l'en-tête, rabattre et coller le cache

Code centre d'examen

Concours : externe
(interne ou externe)

Pour l'emploi de : Contrôleur des Finances publiques de 2^{ème} classe

Épreuve n° 1
011 - Réponse à des questions et/ou cas pratique

Matière : à partir d'un dossier composé de documents à caractère économique et financier

Date 10 | 12 | 20 | 12

Nombre d'intercalaires supplémentaires :

ÉTIQUETTE D'IDENTIFICATION

Axe de lecture
Code à barres

Vérifier la codification du centre d'examen

Préciser éventuellement le nombre d'intercalaires supplémentaires

CENTRE D'EXAMEN

Axe de lecture
Code à barres

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

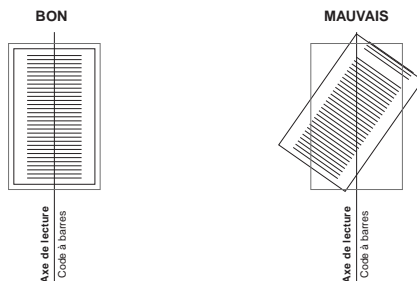
En dehors du cadre prévu à cet effet, il est interdit de signer sa copie ou de mettre un signe distinctif.

Les étiquettes d'identification ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

POSITIONNEMENT DES ÉTIQUETTES

Pour permettre la lecture optique de l'étiquette, le trait vertical matérialisant l'axe de lecture du code à barres doit traverser la totalité des barres de ce code.

EXEMPLE



NOTE/20

20	19	18	20	19	18
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
17	16	15	17	16	15
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
14	13	12	14	13	12
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11	10	09	11	10	09
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
08	07	06	08	07	06
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
05	04	03	05	04	03
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
02	01	00	02	01	00
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
25	50	75	25	50	75
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

NOTE/20

Numéro du correcteur

Numéro de copie

Numéro de copie

EN AUCUN CAS, LE CANDIDAT NE FERMERA LE VOLET RABATTABLE AVANT D'Y AVOIR ÉTÉ AUTORISÉ PAR LA COMMISSION DE SURVEILLANCE

2012 4442 16 D - Décembre 2012 - 2 017 473 1 - C3
N° 140 - IMPRIMERIE NATIONALE

SUJET

À partir des documents joints, vous traiterez les questions suivantes relatives à la situation démographique et économique dans le monde.

Question 1

Quel constat peut être dégagé à la lecture des documents quant à la situation démographique et économique des différents États ?

Question 2

Comment les États et les entreprises peuvent-ils faire face aux contraintes démographiques pour favoriser leur croissance économique ?

Liste des documents

- Document 1 L'Allemagne en quête de main d'oeuvre qualifiée - Créé le 05-06-2012 Par Challenges.fr - (1 page)
- Document 2 L'Afrique doit financer les politiques de santé pour assurer sa croissance, estime l'OMS - AFP du 05/07/2012 - (1 page)
- Document 3 Vieillesse : il est possible d'anticiper. (Extraits) - Problèmes démographiques de juin 2012 citant L'Expansion Management Review de mars 2012 - (5 pages)
- Document 4 Chine : le premier ministre met en garde contre le chômage - Le Point.fr du 17/07/2012 - (1 page)
- Document 5 Les seniors sont une chance pour l'économie - Le Républicain lorrain du 23/06/2012 - (1 page)
- Document 6 Les classes moyennes, nouveau moteur de croissance des pays émergents - Le Monde.fr du 11/07/2012 - (2 pages)
- Document 7 Management des seniors : la grande diversité européenne - Le Figaro.fr du 09/07/2012 - (1 page)
- Document 8 L'ONU estime que le développement durable en Afrique n'est pas un luxe - Le Monde.fr du 13/06/2012 - (1 page)
- Document 9 Essor de l'Inde : le coup de frein (Extraits) - Le Monde du 10/06/2012 - (2 pages)

Le fonds documentaire comporte 15 pages.

L'Allemagne en quête de main d'oeuvre qualifiée

Créé le 05-06-2012

Par Challenges.fr

Deux sites ont été créés : un s'adressant au personnel qualifié en Allemagne et un autre en direction de l'étranger. Selon le ministre du Travail allemand, il manquera au pays jusqu'à six millions de personnes en âge de travailler en 2025, et ce pour des raisons démographiques.

L'Allemagne a annoncé, mardi 5 juin, le lancement de deux plate-formes internet destinées à informer et à attirer dans le pays la main d'œuvre qualifiée qui fait cruellement défaut à cette locomotive de l'économie européenne. A l'initiative du ministère du Travail, de celui de l'Economie et de l'Agence pour l'emploi, ont été créés un site qui s'adresse au personnel qualifié en Allemagne

(www.fachkraefte-offensive.de) et un site en direction de l'étranger (www.make-it-in-germany.com).

Le premier vise à mettre en relation les travailleurs allemands et les entreprises dans des secteurs où la demande est forte (technologies informatique, télécoms, médecine). Le second, conçu en allemand et en anglais, à vanter la qualité de vie en Allemagne ainsi qu'à faciliter la recherche d'emploi et l'installation des étrangers.

Pas seulement les travailleurs de l'UE concernés

Dans un pays en vieillissement accéléré et avec un chômage bas (6,7% en mai), le gouvernement a fait du recrutement des travailleurs qualifiés l'une de ses priorités.

"En 2025, il manquera à l'Allemagne pour des raisons purement démographiques jusqu'à six millions de personnes en âge de travailler", a rappelé mardi la ministre du Travail Ursula von der Leyen, citée dans un communiqué. "Si nous activons d'abord toutes les ressources inutilisées dans le pays, mais aussi de plus en plus à l'étranger, l'Allemagne a de bonnes chances de rester un pays fort dans la concurrence mondiale", a-t-elle dit.

"Avec notre portail internet, nous allons montrer aux travailleurs qualifiés de l'étranger pourquoi cela vaut la peine de vivre et de travailler en Allemagne. Surtout, nous allons leur montrer qu'ils sont sincèrement les bienvenus", a assuré le ministre de l'Economie Philipp Rösler, qui a précisé lors d'une conférence de presse que cet outil s'adressait aux pays de l'Union européenne mais aussi aux pays situés au-delà.

Hausse de 90% des immigrés grecs

L'Allemagne attire depuis quelques mois de plus en plus de jeunes diplômés en provenance des pays d'Europe du Sud en récession, qui manquent de perspective dans leur pays.

Le nombre d'immigrés en provenance de Grèce l'an dernier a ainsi progressé de 90% par rapport à 2010, tandis que le nombre des nouveaux arrivants venus d'Espagne grimpeait de 52% en un an, selon des chiffres publiés récemment.

L'Afrique doit financer les politiques de santé pour assurer sa croissance, estime l'OMS

(AFP) – 05/07/2012

TUNIS — Une coopération des ministères africains de la Santé et des Finances est nécessaire pour assurer la croissance économique et le développement durable en Afrique, a souligné mercredi à Tunis Margaret Chan, directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

"Il faut qu'il y ait une coordination entre les ministres des Finances et de la Santé (...) il est important d'accorder une importance au budget de la santé parce que si ce secteur est bien géré il aura un impact sur la croissance économique et le développement durable en Afrique", a-t-elle déclaré.

A l'ouverture d'une conférence sur "l'optimisation des ressources dans le secteur santé en Afrique, réunissant environ 45 ministres africains de la Santé et des Finances, Mme Chan a regretté que des départements des finances considèrent que le secteur de la Santé n'est pas essentiel à la production.

"La Santé est encore piégée par la pauvreté", déplore-t-elle affirmant que certains pays africains n'investissent que cinq dollars par habitant au domaine de la santé.

"La situation économique et sanitaire en Afrique nous interpelle et nous appelle à agir. La santé est la priorité absolue", a renchéri William A. Mgemwa, ministre des Finances en Tanzanie.

Les participants à cette conférence reconnaissent la nécessité de "créer une compréhension commune de la nécessité d'optimiser les ressources et d'accroître le financement de la santé en Afrique, facteur clé de la croissance économique et du développement durable", selon un communiqué.

Ils veulent également se pencher sur les causes de l'inefficacité du financement public en matière de santé et sur les solutions à mettre en oeuvre, selon le communiqué.

Cette conférence ministérielle qui prend fin jeudi, doit aboutir à l'adoption d'"un cadre d'engagement et d'action".

VIEILLISSEMENT : IL EST POSSIBLE D'ANTICIPER

L'Expansion Management Review

RICHARD SHEDIAC, CHADI N. MOUJAES ET MAZEN RAMSAY NAJJAR

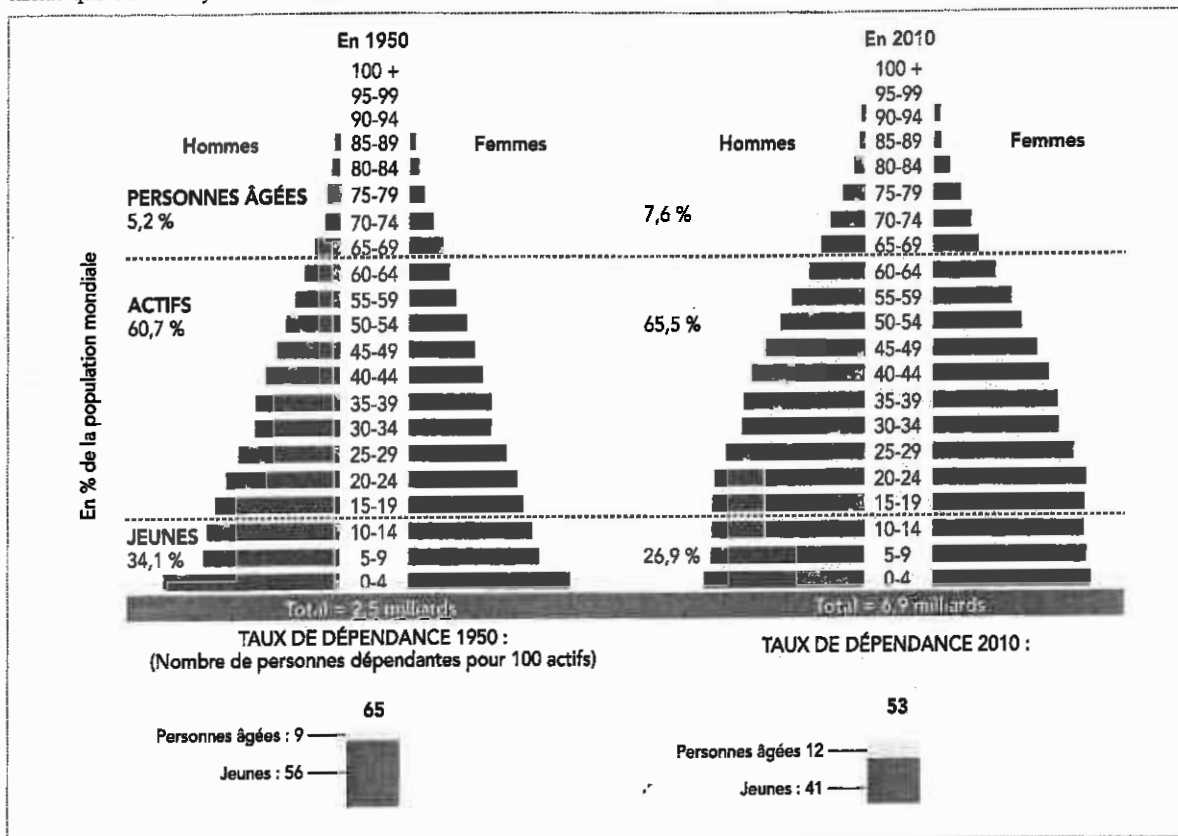
Problèmes économiques

> *Les approches démographiques traditionnelles sont marquées par une forme de fatalisme qui veut notamment qu'aucun pays ne puisse échapper à son destin démographique et aux conséquences que celui-ci fait peser sur sa trajectoire socio-économique. C'est une tout autre approche que proposent, ici, les auteurs qui défendent une démarche proactive de la démographie. Les gouvernements et les entreprises auraient une responsabilité particulière dans l'anticipation de phénomènes comme le vieillissement. Si les mesures adaptées étaient ainsi mises en œuvre, la contrainte démographique pourrait aisément, en fonction du degré de développement et de l'ampleur du vieillissement dans chaque pays, se transformer en opportunité économique et sociale.*

– Chaque pays semble traverser un cycle similaire quand son économie devient mature, l'équilibre se modifiant entre jeunes (actifs) et personnes âgées (retraités). Le graphique 2 montre la courbe de dépendance sous sa forme générique et la position de plusieurs pays sur cette courbe. La progression commence par un baby-boom – un nombre relativement élevé de naissances, avec un niveau de dépendance élevé des enfants. Avec l'arrivée de cette génération à l'âge adulte, le pays connaît un pic de pouvoir d'achat. Ce pic se situe après que la dépendance des jeunes a commencé de décroître et avant que celle des anciens ne soit devenue trop forte. Cela peut produire ce que le démographe David E. Bloom a nommé un « dividende démographique » : une explosion de prospérité qui dure une dizaine d'années, voire plus, portée par la créativité et l'énergie d'un grand nombre de travailleurs et d'entrepreneurs. Pour toucher ce dividende, encore faut-il que les responsables politiques

1. Le vieillissement de la population mondiale

Le pourcentage de personnes âgées (65 ans et plus) augmente régulièrement depuis 1950 et continuera de le faire, tandis que celui des jeunes diminue.



(1) La dépendance globale est la somme de la dépendance des jeunes et de celle des personnes âgées. Dépendance des jeunes : rapport entre population jeune (0-14 ans) et population active (15-64 ans). Dépendance des personnes âgées : rapport entre population âgée (65 ans et plus) et population active.
 Sources : Nations unies, Division Population (2008 et 2010), World Population Prospects : The 2008 Revision et World Population Prospects : The 2010 Revision.

aient préparé le terrain en donnant à la population accès à l'éducation, en dotant le pays d'une infrastructure appropriée et en mettant en place des politiques qui maximisent son potentiel économique.

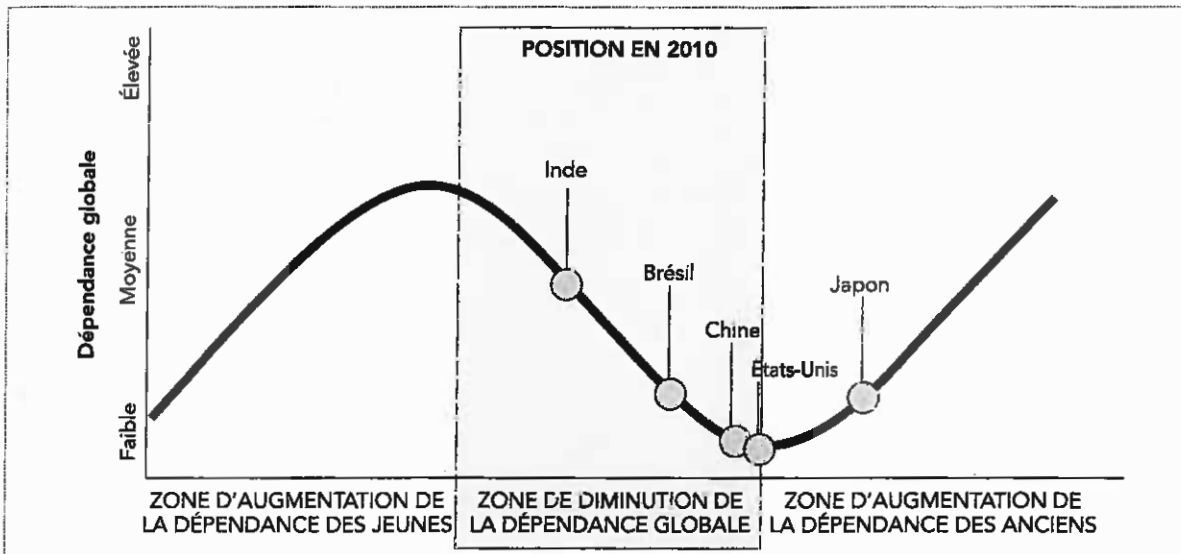
Tôt ou tard, toutefois, les familles font moins d'enfants et la population vieillit. Le taux de dépendance augmente, cette fois de manière permanente. De 1950 à 2010, le taux mondial a baissé, passant de 65 % à 53 % à mesure que les enfants du baby-boom entraient dans la vie active. Mais, de 2010 à 2050, la tendance s'inversera et ce taux remontera. En d'autres termes, le monde se trouve à un point d'inflexion. Le taux de dépendance mondial est encore relativement faible (ce qui est bon pour la prospérité), mais il va rapidement augmenter en même temps que l'âge moyen de

la population (ce qui pose problème). Les pouvoirs publics devront imaginer de nouvelles manières de soutenir les retraites et de stimuler la création de richesse à travers l'innovation et les gains de productivité, qui ne sont pas lourdement tributaires de la main-d'œuvre.

Bien sûr, chaque pays suit cette courbe à son propre rythme. Le taux de dépendance de la Chine devrait augmenter à partir de 2015, celui du Brésil à partir de 2025 et celui de l'Inde à partir de 2040. Le Japon, lui, a vu son taux de dépendance grimper dès 1995. Certains pays, dont la Suède, l'Allemagne, la France, l'Espagne et le Royaume-Uni espèrent prolonger leur période de dépendance faible en maintenant davantage de personnes en activité – par exemple, en repoussant l'âge de départ à la retraite à 60, 65 ou 70 ans, ou

2. La courbe de dépendance

Chaque pays traverse un cycle où son taux de dépendance – la proportion de la population qui ne travaille pas – s'élève, descend puis monte à nouveau. Tant qu'elle dure, la phase de baisse procure au pays un « dividende démographique », à savoir la possibilité d'une croissance économique accélérée. La position de ces cinq pays sur la courbe générique montre à quel stade en est chacun d'eux.



Sources : Bloom D. et Canning D. (2006), « Booms, Busts, and Echoes », *Finance and Development*, vol. 43, n° 3, septembre ; Nations Unies, Division Population (2008 et 2010), *World Population Prospects : The 2008 Revision* et *World Population Prospects : The 2010 Revision* ; Booz & Company.

en encourageant l'immigration. Néanmoins, les récentes manifestations sur le sujet des retraites en Europe occidentale montrent que la chose ne sera pas facile, et les troubles sociaux dans la région montrent combien il est difficile d'intégrer les immigrants dans une culture nationale.

L'arc de croissance

Les ressorts du développement humain – recherche d'une qualité de vie globale et d'un bien-être économique – entrent aussi dans des schémas universels. En mesurant d'une part le vieillissement de la population, de l'autre le développement humain, il est possible de situer les pays en termes de prospérité et d'égalité¹. L'arc de croissance montre aussi la position d'un pays par rapport aux autres et permet d'en déduire les problèmes sociétaux,

¹ Pour l'heure, il n'existe pas de critère absolu du développement humain, nous avons donc retenu la prospérité et l'égalité comme une approximation, mais cette mesure devrait évoluer, par exemple en prenant en compte le niveau d'éducation et la notion environnementale de développement durable.

économiques et environnementaux auxquels il doit faire face (voir graphique 3).

Le monde compte près de 200 nations, que l'on peut classer en quatre groupes sur l'arc de croissance d'après notre analyse d'un échantillon de 131 pays.

– Les pays naissants, où les moins de 15 ans prédominent dans les populations dépendantes :

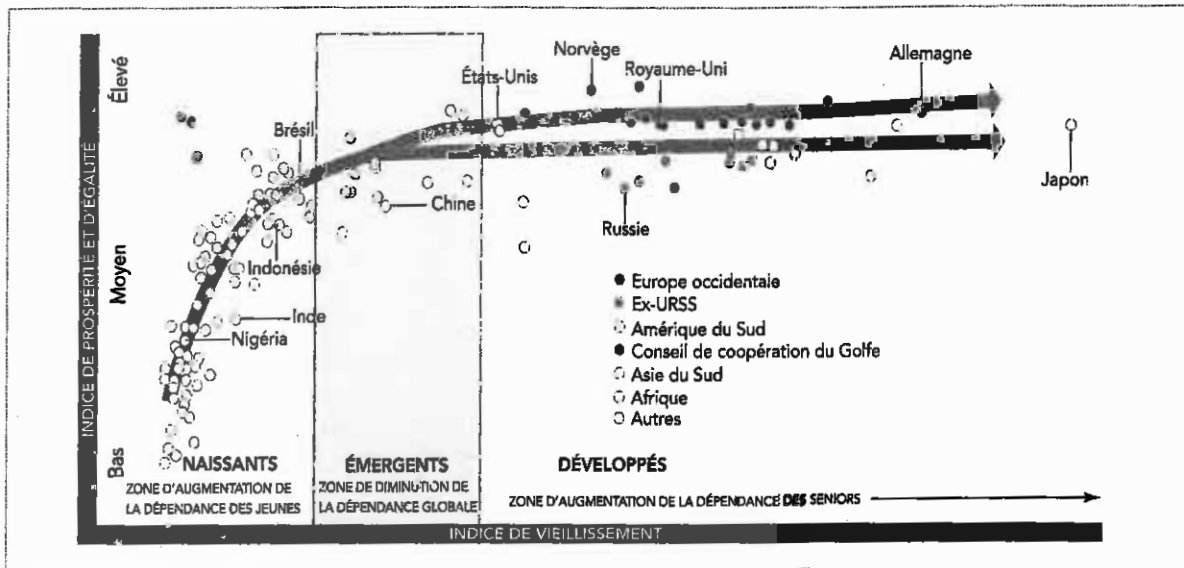
Ces pays se caractérisent aussi par des augmentations des niveaux de prospérité et d'égalité (des augmentations rapides avec un point de départ très bas).

– Les pays émergents, où prédominent les populations actives

Ces pays présentent des niveaux de prospérité et d'égalité supérieurs à ceux des pays naissants, mais le taux d'augmentation y est nettement moindre. Les nations parvenues à ce stade doivent épargner et investir efficacement pour atteindre un haut niveau de développement économique avant que leur population ne vieillisse.

3. Position des pays sur l'arc de croissance

Les pays se déplacent sur l'arc de croissance vers la droite à mesure que leur population vieillit, et potentiellement vers le haut à mesure que leur économie devient mature. Ils suivent la courbe « pays développés » ou « pays partiellement développés » selon qu'ils ont ou non mis en place les mesures nécessaires, par exemple en matière d'éducation et de productivité.



Sources : Nations unies, Division Population (2008 et 2010), *World Population Prospects : The 2008 Revision* et *World Population Prospects : The 2010 Revision* ; PNUD, « Human Development Report 2009 » ; Booz & Company.

– Les pays partiellement développés où les plus de 65 ans prédominent dans les populations dépendantes :

Ces pays présentent un niveau de développement économique modérément élevé et ne connaissent que des gains minimes de prospérité et d'égalité.

– Les pays fortement développés, où les plus de 65 ans prédominent dans les populations dépendantes :

Ces pays se caractérisent par un très haut niveau de développement économique et des gains minimes de prospérité et d'égalité.

Ces trajectoires ne sont pas gravées dans la pierre, ce qui fait du bon usage des analyses démographiques un outil politique puissant. Les nations insatisfaites de leur arc de croissance peuvent prendre des mesures pour, par exemple, améliorer la qualité de leur système éducatif, renforcer la productivité, relever l'âge de départ à la retraite ou mieux intégrer les immigrants – autant de décisions qui aideront à propulser le pays vers des niveaux de prospérité plus élevés. À chaque stade, les priorités

de développement doivent se fonder sur les progrès réalisés au stade précédent. Au stade « naissant », par exemple, la plupart des pays doivent axer leurs stratégies sur la création d'emplois. Un pays « en émergence » a besoin d'un vivier de compétences pour occuper ces emplois. Parvenu à un stade de « développement partiel », il lui faut porter son attention

“Les trajectoires ne sont pas gravées dans la pierre, ce qui fait du bon usage des analyses démographiques un outil politique puissant”

sur la maximisation de la productivité. Enfin, au stade « fortement développé », il doit veiller à capitaliser sur les gains de productivité qu'il peut tirer de l'innovation.

Les entreprises doivent elles aussi prendre en considération les données démographiques dans l'élaboration de leur stratégie. Elles sont amenées à adapter leurs produits et services selon la position des différents pays sur l'arc de croissance. Avec l'évolution démographique,

les priorités du consommateur changent. À mesure que les pays progressent sur cet arc, par exemple, les ménages vont dépenser pour des produits ou services qui étaient pour eux inabordables auparavant, comme du mobilier, des moyens de transport ou des outils de communication. Ces dépenses représentent dans le budget du consommateur un pourcentage qui va d'abord croissant, puis qui se stabilise. Après quoi, une part plus grande est accordée au logement et à la consommation électrique, ainsi qu'à des éléments tels que loisirs et culture, restaurant et hôtel. Ces dépenses augmentent régulièrement à mesure que le pays progresse sur l'arc, du stade de « naissant » à celui de « fortement développé ».

“La Chine est le meilleur exemple actuel de pays émergent. Sa courbe de dépendance a atteint son point historiquement le plus bas et son taux de développement son niveau historiquement le plus élevé”

En tant qu'employeurs, les entreprises doivent aussi adapter leur politique aux évolutions des marchés et des besoins en diversifiant leurs recrutements. Dans un premier temps, il peut suffire de délocaliser certaines activités vers des pays naissants ou émergents pour capitaliser sur leur important réservoir de main-d'œuvre. Par la suite, l'entreprise pourra faire de ces pays de véritables points d'ancrage de sa stratégie, par exemple en créant des centres de recherche et développement (R&D) qui s'appuient sur les perceptions des salariés locaux pour mettre au point des produits et services spécialement adaptés à ces marchés. Dans les pays développés, l'entreprise peut adopter une approche similaire en reconsidérant les déroulements de carrière, de manière à retenir les seniors plus longtemps et mettre à profit les connaissances et l'expérience qu'ils ont acquises à son service.

Influer sur l'avenir

Les chefs d'entreprise et de gouvernement doivent envisager dès à présent comment améliorer les conditions d'existence à l'autre bout de la trajectoire. Les pays riches doivent mettre en place des politiques propres à préserver leur bonne fortune, même quand leur profil démographique changera. Les autres auront encore plus d'efforts à fournir. Ils devront s'assurer, à tous les stades de développement, que les infrastructures publiques suivent le rythme de la demande, que le système éducatif soit accessible et de bon niveau, que les immigrés et les femmes soient intégrés dans le monde du travail, que les systèmes sociaux évoluent de manière à ce que les actifs ne soient pas submergés par une population vieillissante qui étoufferait l'économie. Bref, ils doivent veiller à ce que, quelle que soit leur position sur l'arc de croissance, leur situation démographique constitue pour leur économie une force plutôt qu'un frein.

Les entreprises, elles, réagiront au vieillissement de la population en saisissant les opportunités et en cernant les risques. Il leur faudra prendre en compte les préférences de consommateurs plus âgés, chercher de nouveaux marchés dans les pays qui progressent le plus rapidement sur l'arc de croissance, et s'adapter aux évolutions du marché du travail et à celles des chaînes d'approvisionnement. Surtout, elles devront, au-delà de leurs objectifs immédiats, s'intéresser à la manière dont les données démographiques affecteront leur secteur dans son ensemble.)

Ces défis ont quelque chose d'inquiétant et de stimulant à la fois. À travers la lorgnette de la démographie, gouvernements et entreprises peuvent avoir un aperçu de ce que sera l'avenir et donc influencer sur le résultat.

Chine: le Premier ministre met en garde contre le chômage

Le point.fr 17/07/2012

Le Premier ministre chinois Wen Jiabao a averti mardi que son pays faisait face à une situation difficile pour l'emploi, au moment où la deuxième économie mondiale connaît un ralentissement.

M. Wen a indiqué que la Chine avait créé 98 millions d'emplois de 2003 à 2011, mais qu'elle devait faire plus d'efforts pour trouver du travail à sa main d'oeuvre en forte croissance, notamment les 250 millions de travailleurs chinois "déplacés" et les 40 millions de nouveaux diplômés.

"A partir d'aujourd'hui, l'emploi en Chine va devenir plus compliqué et plus difficile. Réaliser le plein emploi est une opération très compliquée mais nous devons y travailler de façon plus soutenue", a-t-il dit dans un communiqué posté sur le site du gouvernement.

"En augmentant les créations d'emploi, nous améliorons la vie de la population en lui donnant un sentiment de sécurité. Ceci est considéré comme la plus haute priorité par le comité central du parti (communiste chinois) et tous les organes du gouvernement".

Dimanche, M. Wen avait prévenu que l'économie de la Chine risquait de devoir affronter des moments difficiles. "Le rebond économique n'est pas stable et les difficultés pourraient continuer encore pendant un moment", avait-il ajouté.

La Chine a enregistré au deuxième trimestre son plus faible taux de croissance depuis plus de trois ans, à 7,6% sur un an, en raison de la crise en Europe, mais aussi de restrictions dans l'immobilier et de surcapacités dans certains secteurs.

"Nous devons soutenir le développement des petites entreprises et promouvoir activement l'entrepreneuriat pour renforcer le marché du travail", a souligné le Premier ministre chinois.

"Les petites entreprises, notamment les micro-entreprises, sont les principaux moteurs de la création d'emplois. Nous devons tenter de réduire les charges pesant sur les entreprises à travers des politiques qui créent un meilleur environnement pour leur développement", a-t-il souligné.

« Les seniors sont une chance pour l'économie »

Le républicain lorrain 23/06/2012

Pour le sociologue Serge Guerin, qui a étudié la problématique du vieillissement de la population, les seniors offrent une véritable opportunité de développement économique.

Serge Guerin est intervenu, à Metz, dans une conférence-débat sur les opportunités économiques liées au vieillissement de la population. La Région avait invité des acteurs de l'économie sociale et solidaire pour évoquer un projet européen, Creator, qui vise à faire émerger des politiques innovantes en matière de développement économique liées à cette évolution. Un projet qui réunit, outre la Lorraine, six autres régions de Finlande, Suède, Italie et Espagne, Pologne et Hongrie. Le sociologue a brillamment mis en avant tous les atouts que constitue la population des seniors.

Pourquoi les anciens ne sont pas forcément une charge pour la société ? À partir de quand est-on vieux ? Serge GUERIN : « Le vieillissement est un formidable changement social. On vit tous plus longtemps, on a gagné tous 35 ans de vie supplémentaire depuis 1900. Personne n'avait prévu l'abondance de la vie. Il faut changer nos mentalités. C'est une source extraordinaire, les seniors d'aujourd'hui ne sont pas ceux d'hier. On parle de taux de vieillissement à partir de 60 ans. Or à 60 ans aujourd'hui, une personne a encore 25 années à vivre et encore beaucoup de potentiel. Il faut arrêter de lier vieillesse et maladie ! Quand on parle des vieux, c'est toujours pour évoquer des problèmes : une charge, le grand âge, les retraites, l'emploi des seniors et on finit par la dépendance, un terme à déconstruire car je ne sais pas ce qu'est la dépendance à l'âge. Dans une société d'interdépendance à tous les âges de la vie, on a tous besoin les uns des autres. Une démocratie ne vaut que si elle est capable de respecter les plus fragiles. »

En quoi les anciens peuvent générer de l'activité ?

« Les anciens représentent un levier économique. On pense naturellement d'abord aux dépenses de santé. Mais les vieux ne génèrent que 5 à 10 % par rapport aux dépenses globales de santé. Dans l'économie du vieillissement, la France est en retard dans la prévention. On peut prévenir la vieillesse par une meilleure nutrition, de l'activité physique. Mais c'est aussi parler de l'économie des services à la personne, d'accompagnement pour le maintien à domicile. C'est aussi le développement d'activité de loisirs, l'adaptation de l'environnement, des transports. Aménager la société, la ville aux plus âgés, aux plus fragiles, c'est rendre la vie plus facile pour tout le monde. Un retraité génère 0,3 emploi. »

Et qu'en est-il pour une région avec une population vieillissante comme la Lorraine ?

« C'est d'autant plus important dans une région comme la Lorraine dont la population vieillissante n'a pas des niveaux de revenus très élevés. Il y a là un enjeu de territorialisation de l'action sociale. Il s'agit de réinventer une société de l'accompagnement, qui va s'appuyer sur l'économie sociale et solidaire et le monde associatif. Ce monde associatif vit, pour l'essentiel, surtout grâce à l'engagement de seniors. Sans seniors bénévoles, pas de monde associatif. 86 % de bénévoles actifs sont des retraités. La collectivité ne sera plus en capacité de tout faire. L'Etat non plus. Une des pistes majeures, c'est de s'appuyer sur le levier associatif, sur l'économie sociale et solidaire, des personnes disponibles qui, sur le terrain, peuvent agir. Il s'agira de faire davantage confiance à la société civile, et particulièrement aux seniors. C'est l'un des enjeux de cette nouvelle économie du vieillissement. »

Les classes moyennes, nouveau moteur de croissance des pays émergents

Le Monde.fr | 11.07.2012

Touchées, mais de loin, par la crise économique des pays développés, les économies émergentes n'en finissent plus de s'interroger sur leur capacité de rebond. Coutumiers de taux de croissance proches des deux chiffres ces dernières années, dragons et autres tigres n'échappent toutefois pas au ralentissement, problématique dans des pays où la croissance permet de tirer chaque année des centaines de milliers de personnes de la pauvreté.

L'étude trimestrielle du cabinet Ernst & Young (lien PDF), intitulée *Rapid-Growth Markets Forecast* et publiée mercredi 11 juillet, dresse un portrait détaillé des 25 principaux pays émergents – Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), mais aussi Thaïlande, Chili, Nigeria... – qui devraient bénéficier d'une croissance moyenne de 4,9 % pour 2012.

Ces prévisions "prudentes" tablent toutefois sur un avenir plus florissant : 6 % en 2013 et 6,5 % en 2014. Le "coup de blues" des années 2011 et 2012 ne serait donc, selon E & Y, pas voué à durer, et ce malgré la contraction économique enregistrée dans plusieurs d'entre eux.

"Actuellement, le modèle économique de ces pays est encore fondé en grande partie sur les exportations vers les pays développés", explique Alexis Karaklins-Marchay, responsable du département pays émergents chez Ernst & Young.

Mais plus pour longtemps : l'expansion de "la classe moyenne est en train de changer la donne. Celle-ci s'explique par l'augmentation de la population, mais aussi de l'urbanisation. Par conséquent, la demande intérieure enfle et se substitue petit à petit aux exportations, notamment en Chine, l'ancien atelier du monde".

DYNAMIQUE DU PREMIER ACHAT

Plus citadines, mais aussi plus jeunes, les classes moyennes émergentes sont plus friandes d'équipements ménagers modernes et durables et ce, d'autant plus qu'une grande partie de ces ménages s'inscrivent dans la dynamique du premier achat. En Chine, les ventes de réfrigérateurs ont ainsi augmenté de 25 % entre 2005 et 2009, selon les chiffres du cabinet.

Afin de mieux répondre à la demande, les distributeurs doivent donc s'adapter à ce nouveau mode de consommation. Pour Ernst & Young, cela passe notamment par une meilleure réflexion sur les produits, les prix, les méthodes de fabrication, la rémunération des vendeurs, ainsi que sur une meilleure appréciation des coûts de revient.

Ce rééquilibrage via les classes moyennes devrait ainsi se prolonger sur la prochaine décennie. "Le nombre de ménages disposant d'un revenu annuel de plus de 30 000 dollars va plus que doubler (si l'on considère l'ensemble des pays du panel d'E & Y) : 149 millions d'ici à 2020, dépassant les Etats-Unis (120 millions) et la zone euro (116 millions)", explique le rapport.

C'est d'abord sur le continent asiatique que les classes moyennes vont exploser. L'exemple de l'Inde est présenté comme le plus impressionnant : 47 % des ménages avaient des revenus annuels supérieurs à 5 000 dollars en 2010, et ils seront 80 % d'ici à 2020, selon les projections d'Ernst & Young.

Vient ensuite l'Amérique du Sud, portée par le Brésil, le Mexique, l'Argentine et la Colombie. L'Afrique devrait suivre, puisqu'elle va enregistrer dans les dix ans à venir la deuxième plus forte croissance en chiffres absolus, après le continent asiatique.

"MONDIALISATION DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS"

Le boom des classes moyennes devrait ainsi *"permettre la reprise d'une croissance très rapide (supérieure à 6 %) dans ces pays sur les années 2013-2014 et ainsi offrir des opportunités pour les entreprises qui y sont implantées"*, souligne M. Karklins-Marchay.

Autre conséquence positive de la baisse des exportations vers les pays développés, les flux commerciaux entre pays du Sud se sont intensifiés. *"Il y a une vraie mondialisation des échanges extérieurs, qui ne se cantonnent plus uniquement à l'axe pays développés-pays émergents."*

Enfin, les comptes publics des émergents se révèlent dans un certain nombre de cas plus sains que ceux de leurs partenaires européens, ce qui leur confère une bonne marge de manœuvre en termes de politique monétaire. *"D'ailleurs, les banques centrales des quatre Brics ont toutes baissé récemment leurs taux d'intérêts afin de faciliter les conditions de crédit, ce qui permet en principe de soutenir la demande"*, rappelle M. Karklins-Marchay.

Management des seniors : la grande diversité européenne

Le figaro.fr 09/07/2012

Une étude de l'association **Entreprise & Personnel** recense les différentes pratiques des grandes entreprises européennes pour gérer l'emploi de leurs seniors.

35% de la population active allemande pourrait disparaître d'ici à 2060. Un phénomène qui ne touche pas uniquement l'Allemagne mais la plupart des pays européens. Lesquels se posent tous la même question: quels dispositifs mettre en place pour stopper l'hémorragie? Le traité de Lisbonne prévoyait justement comme objectif un taux d'emploi des seniors de 50% pour les entreprises de plus de 50 salariés.

L'allongement du temps de vie au travail est une option envisageable qu'ont commencé à entreprendre certains pays. L'Allemagne a atteint un taux d'emploi des 55-64 ans de 60,8% en 2011 quand la France et l'Italie sont à la traîne avec un taux respectivement de 42,6% et 39% en 2011. Le réseau associatif **Entreprise & Personnel** a réalisé une étude panoramique de différents pays européens, recensant les pratiques des entreprises en matière de management des seniors. Quatre tendances majeures se distinguent.

• **Management de la diversité des âges**

Telecom Italia a opté pour cette option via le partage de connaissances entre les générations qui permet un élargissement du rôle des seniors. Les étudiants sont eux aussi mis à contribution afin de mettre à jour la compétence des aînés dans l'informatique et l'utilisation des réseaux sociaux. C'est également le choix qu'a fait le Royaume-Uni en votant en 2006 une loi antidiscrimination de l'âge pour l'emploi et la formation. Cette option semble avoir été payante puisque le Royaume-Uni affiche, en 2011, un taux d'emploi des 55-64 ans proche de 57%.

• **Management de la qualité de vie du salarié**

La dimension participative du salarié est prise en compte dans le projet «Produktionssystem 2017» initié par le constructeur automobile BMW. Ce dernier propose dans certaines usines à ses salariés seniors d'indiquer sur une maquette de la chaîne de production les tâches qu'ils ont des difficultés à réaliser afin de trouver un moyen de les adapter à leur âge et réduire ainsi la pénibilité.

• **Gestion de la transition de l'activité à la retraite**

Axa, de son côté, rejette les frontières entre étude, travail et retraite. Le groupe d'assurance envisage pour ses salariés en situation de taux plein une formule de temps partiel choisie de 90% à 50%. La Deutsche Post travaille également dans ce sens en utilisant le cadre légal de retraite à temps partiel («Altersteilzeit»).

• **Gestion anticipée de l'emploi et de la compétence**

Pour préserver une compétence toujours accrue et une employabilité des seniors en fin de carrière, de nombreuses entreprises misent sur la formation en continu. L'entreprise Bull France prévoit l'accès à la formation et la réalisation d'entretiens annuels d'évaluation pour les seniors.

L'étude menée par **Entreprise & Personnel** montre qu'il n'y a pas de pratiques communes nationales. La politique adoptée dépend du secteur d'activité, de la culture de l'entreprise mais aussi de la place accordée au capital humain. Il existe toutefois un point de ralliement entre les pays européens. Ces derniers semblent désormais considérer la gestion des seniors comme une opportunité de réponse à la contraction de la population active et non plus comme une contrainte.

L'ONU estime que le développement durable en Afrique n'est pas un luxe

Le Monde.fr | 13.06.2012

L'Afrique se porte bien. Depuis dix ans, sa croissance excède 5% par an en moyenne. Mais ce bon chiffre cache une réalité moins souriante, si l'on en croit le rapport pour 2012 *"Le développement économique en Afrique : transformation structurelle et développement durable"* publié mercredi 13 juin par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced). Celle-ci souligne que cette croissance repose sur l'exploitation de ressources naturelles non renouvelables et s'avère insuffisamment créatrice d'emplois en raison de la faible valorisation des produits de base qu'exporte l'Afrique. Si les gouvernements poursuivent dans cette voie, ils s'exposent à de sérieuses désillusions. D'ici 2050, le continent comptera 29% de jeunes de 15 à 24 ans et les deux tiers des chômeurs se recruteront dans cette tranche d'âge avec les risques d'explosion sociale de type Afrique du Nord qu'alimente cette inactivité. *"Il lui faut donc développer au fil des années des activités de plus haute valeur ajoutée, explique Bineswaree Bolaky, économiste de la section Afrique de la Cnuced. Le Botswana a montré la voie en créant une joaillerie de qualité pour valoriser ses pierres et ses métaux précieux. Les produits agricoles peuvent être élaborés grâce à une industrie agroalimentaire de qualité comme en Afrique du Sud."*

LES TERRES SONT DÉGRADÉES

Pour l'instant, l'Afrique utilise en moyenne par tête moitié moins de matériaux que les autres continents, mais sa consommation a tout de même bondi de 92% de 1980 à 2008. Lorsqu'elle décollera, elle paiera le fait qu'elle extraie et importe de plus en plus de ressources non renouvelables et notamment des combustibles fossiles.

Elle utilise mal ses terres qui sont dégradées à 65%, selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et bien incapables d'alimenter correctement les 30% d'Africains mal nourris. Et encore plus d'accompagner le doublement de sa population d'ici 2050.

NE PAS SUIVRE LES ERREURS DES PAYS INDUSTRIALISÉS

Le rapport lui recommande donc de ne pas suivre les erreurs des pays industrialisés qui ont pratiqué une insouciance environnementale résumée par le slogan *"d'abord la croissance, l'environnement après"*. *"Il faut dissocier la croissance et l'utilisation des ressources naturelles, insiste M Bolaky. On peut faire plus avec moins d'eau, moins d'énergie, moins d'intrants grâce à l'utilisation de technologies plus efficaces et mieux adaptées aux conditions africaines. Le parc d'éoliennes que le Kenya a installé sur le lac Turkana est un bon exemple du développement à encourager dans les énergies renouvelables. La formation des paysans éthiopiens à un type de culture économe en eau va dans le même sens. Madagascar s'est mis à une riziculture intensive économe en engrais, etc."*

Pour ne pas payer très cher sa dépendance actuelle aux gaspillages, l'Afrique doit se dire que la protection de l'environnement n'est pas un luxe inaccessible, mais la condition d'un développement harmonieux. *"En 2010, 2% seulement de l'aide publique au développement était consacrée au secteur énergétique, affirme M Bolaky. Ce n'est pas assez et il conviendrait d'attirer des investissements étrangers dans les industries vertes et pas seulement dans les industries extractives. Les pays exportateurs de pétrole devraient mieux gérer la manne des hydrocarbures, supprimer les subventions en faveur des consommateurs de carburants et s'en servir pour financer la diversification de leur économie. Il leur serait possible aussi d'utiliser les droits de douane pour taxer les produits les plus carbonés"*.

Enfin, l'aide au développement des pays riches pourrait prendre la forme de transferts de technologies *"vertes"*, conclut le rapport, afin de raccourcir les coûts et le temps d'adaptation de la production africaine aux urgences de la pauvreté du continent qui sera le plus touché par le réchauffement climatique annoncé.

Essor de l'Inde : le coup de frein

Le Monde 10/06/2012

Ralentissement de la croissance, paralysie politique et inégalités toujours plus criantes : la plus grande démocratie du monde a du mal à consolider son développement. Ces blocages attisent les conflits sur le cours des réformes, qui tentent de conjuguer dynamisme économique et justice sociale.

L'ascension de l'Inde n'aurait elle été qu'une chimère? Une illusion entretenue par un capital multinational à la recherche zélée d'eldorados « émergents » ? Un mythe relayé par les nouveaux gagnants de la *Shining India* (« Inde brillante ») au patriotisme flatté par la célébration de la renaissance du géant d'Asie du Sud? A entendre la plainte grinçante qui monte en Inde – depuis environ un an – sur une économie à l'élan enrayé, on pourrait croire en effet au naufrage d'un rêve.

A New Delhi et Bombay, l'ambiance est morose. Les taux de croissance des années 2000 à 8% ou 9% sont désormais à ranger au rayon nostalgie. L'augmentation du produit intérieur brut (PIB) indien s'est ralentie à 6,5% sur l'année fiscale 2011-2012, ramenant le pays près de dix ans en arrière. Le taux a de quoi faire pâlir de jalousie l'Occident en crise mais sonne l'alarme dans une Inde confrontée à de vertigineux défis sociaux. L'heure est au scepticisme, voire au pessimisme. « *La success story indienne a déraillé* », ne cesse de dénoncer l'hebdomadaire *India Today*, qui promet au pays les « abysses » pour 2012. La faute à qui? Au Parti du Congrès (centre gauche) au pouvoir à New Delhi, répond le magazine proche des milieux d'affaires. Renouant avec son passé socialisant, le parti de la dynastie Nehru-Gandhi « tue le monde de l'entreprise », fustige le vindicatif *India Today*.

Un mot revient sur toutes les lèvres et sous toutes les plumes : « paralysie ». Absorbé par l'impératif de sa survie au pouvoir, le Parti du Congrès serait victime de « paralysie politique », incapable de relancer la dynamique des réformes propre à pérenniser l'essor de l'Inde. (...)

Il serait bien imprudent de prédire que ce cours historique a été inversé. La sinistrose en vogue dans certains milieux indiens est trompeuse. Si l'Inde ne galope plus, elle continue malgré tout de trotter à vive allure. Ses atouts (esprit d'entrepreneuriat, potentiel de consommation, épargne élevée, démographie avantageuse, relais de la diaspora, etc.) sont toujours là. La phase est tout simplement mauvaise, crise mondiale oblige. (...)

Et c'est là que la controverse s'enfièvre. Les milieux d'affaires et nombre d'économistes, s'ils ne nient pas le choc externe, pointent des erreurs de pilotage autochtones qui ont embourbé l'élan. « *La moitié de nos problèmes actuels est de facture locale* », dit Shankar Acharya, professeur honoraire à l'Indian Council for Research on International Economic Relation (Icrier). « *L'économie continuera de croître à un rythme de 6,5% à 7%*, souligne M.Kanoria, président de la Fédération indienne des chambres de commerce et d'industrie (Ficci), une fédération patronale. *Quel que soit le gouvernement, ce niveau de croissance est assuré. Ce que nous regrettons, c'est que notre potentiel est bien plus élevé, la croissance peut grimper à plus de 10%. A condition de mettre la maison en ordre* ». Sous-entendu : la mauvaise gestion de l'actuel gouvernement coûte à l'Inde au moins trois points de croissance.

C'est une plainte amère. Les milieux d'affaires fustigent pêle-mêle la corruption de la classe politique – des scandales retentissants ne cessent d'éclater depuis 2010 –, des mesures fiscales hasardeuses (parfois même rétroactives pour les firmes étrangères), des dépenses sociales « populistes » et des lois excessivement protectrices de l'environnement. « *Il y a une incertitude réglementaire qui décourage l'investissement* », déplore M.Kanoria, le patron des patrons.

(...)

« *L'Inde s'est droguée aux financements étrangers et aux excès du crédit*, explique Jean-Joseph Boillot, économiste français spécialiste de l'Inde. *Comme l'argent était facile, on a pensé que l'Inde avait décollé. En fait, aucune réforme n'a été conduite* ». Maintenant que la marée de l'argent facile reflue, le gouvernement voit s'exacerber la contradiction entre inclination sociale et tentation libérale. Et les faiblesses systémiques de l'économie indienne s'exposent dans une lumière crue.

Si un indicateur devait illustrer ce mal indien, c'est bien l'inflation. Son niveau est exceptionnellement élevé – entre 7% et plus de 10% –, ce qui contraint la Banque centrale à durcir une politique monétaire (taux d'intérêt élevés) contrariant l'activité. Cette inflation se nourrit de deux causes principales. La première est la facture de l'énergie importée – évaluée au tiers des achats de l'Inde à l'étranger – qui révèle la forte dépendance du pays aux approvisionnements extérieurs en hydrocarbures. Avec la récente envolée du baril de brut, le déficit commercial s'est creusé, accélérant la chute de la roupie – la pire performance d'une devise en Asie – et fragilisant la position extérieure de l'Inde. Et comme l'Etat subventionne une partie du prix de l'essence à la pompe afin d'épargner les ménages, le déficit budgétaire s'alourdit également. Ainsi les déficits jumeaux (commercial et budgétaire) gonflent-ils en ce moment en Inde. La seconde source de l'inflation est le déficit structurel de l'offre, notamment d'une agriculture délaissée au profit du secteur tertiaire urbain. Les entrepreneurs indiens ont du mal à produire à la hauteur de leurs ambitions en raison de goulets d'étranglement dans le domaine de l'énergie et des infrastructures. Officiellement, le déficit en matière de fourniture d'électricité est de 10 %, mais M.Kanoria, le dirigeant patronal, l'évalue plutôt à 20%. « *A cause de cette électricité insuffisante, je suis obligé de fermer huit jours par mois mon usine de produits chimiques de l'Andhra Pradesh [Etat du sud de l'Inde]* », ajoute-t-il.

Autre symptôme d'infrastructures déficientes : on estime que 40% de la production des fruits et légumes pourrit dans des entrepôts faute de pouvoir atteindre les consommateurs. L'absence de chaîne du froid, les transports archaïques (la vitesse moyenne d'un camion est de l'ordre de 40 km/h) ou encore les taxes prélevées à l'entrée de chaque Etat sont autant d'obstacles qui poussent les prix à la hausse et érodent in fine la compétitivité de l'économie nationale.

Tel est l'imbroglie dans lequel l'Inde se débat avec un succès très relatif. « *Nous payons aujourd'hui le prix des réformes qui n'ont pas été conduites* », se désole M.Acharya, le professeur honoraire à l'Icrier. Le débat est vif. Les milieux d'affaires pressent le gouvernement de réduire les dépenses de l'Etat, notamment les subventions (pétrole, engrais...), et de libérer l'offre en assouplissant les contraintes fiscales et environnementales et en ouvrant davantage le pays aux investissements étrangers (grande distribution, assurance...).

En face, les tenants d'une approche plus sociale mettent en garde contre l'impasse d'un modèle libéral déstabilisateur, comme le révèlent les foyers de révolte maoïstes dans le centre-est du pays, au cœur de communautés tribales spoliées par l'exploitation, jusque-là débridée, des ressources minérales locales.

Alors que le bilan de l'Inde en matière de lutte contre la pauvreté est plutôt décevant et que se creusent les inégalités, la question sociale hante le gouvernement. « *Depuis dix ans, l'Inde prospère mais pas les Indiens*, souligne Mani Shankar Aiyar, ex-ministre du Parti du Congrès et aujourd'hui sénateur. *La joie de l'élite ne s'est pas reflétée dans la joie du peuple* ». L'Inde est une démocratie et tout pouvoir à New Delhi songe nécessairement à sa réélection. Là est la grande différence avec le modèle chinois.

Les perspectives ne sont pourtant pas aussi bloquées qu'il y paraît. Le discours éploré sur la « paralysie » du pouvoir central pêche souvent par erreur d'optique. Il occulte les nouvelles dynamiques régionales de croissance induites par l'affirmation des Etats, une véritable révolution silencieuse. Jusqu'à présent, la géographie économique indienne était (en gros) divisée en un Sud riche et un Nord pauvre. Or l'écart se resserre grâce au réveil du Nord, comme l'illustrent les progrès à l'oeuvre dans un Etat comme le Bihar, traditionnellement moqué pour son arriération. « *Ces Etats sont aussi ceux où les politiques sociales sont les plus dynamiques* », relève le professeur Himanshu, de la Jawaharlal Nehru University (JNU), une tendance notable alors que la redistribution par le pouvoir central est souvent dévoyée par la corruption et la gabegie.

L'espoir est peut-être là, dans ces percées sociales chez les exclus ouvrant l'horizon économique. « *La croissance indienne pourrait se recentrer sur un marché intérieur élargi* », entrevoit Jean-Joseph Boillot. L'Inde n'a pas encore épuisé tous ses ressorts.

